

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

*** * * * ***

**MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

*** * * * ***

INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL

*** * ***

Fiche presse

**Célébration de la journée mondiale
Contre le travail des enfants
12 juin 2018**

GENERATION," SANTE SECURITE "

Juin 2018

GENERATION," SANTE SECURITE "

Contexte

Au plan international, la problématique de lutte contre le travail des enfants reste un phénomène universel, Son ampleur est plus accrue dans les régions les plus touchées par la pauvreté, le chômage et la déscolarisation. ce phénomène s'étend et occupe une place de plus en plus importante dans l'économie informelle notamment dans les pays en développement. D'après les chiffres du BIT, quelques 200 millions d'enfants travaillent de par le monde.

Cette année, la journée mondiale contre le travail des enfants est placée sous le slogan " **GENERATION," SANTE SECURITE "**

Données générales.

Normes internationales ratifiées :

Ratification par l'Algérie des principales normes internationales relatives aux droits de l'enfant:

- **Convention internationale n°138 relative à l'âge minimum d'admission à l'emploi**, 1973 (ratifiée le 3 septembre 1983).
- **Convention relative aux droits de l'enfant**, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, 1989 (ratifiée le 19 décembre 1992),
- **Convention internationale n°182, concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants** et l'action immédiate en vue de leur élimination, 1999 (ratifiée le 28 novembre 2000).
- **Charte africaine des droits et du bien être de l'enfant**, 1990 (ratifiée le 8 juillet 2003).

Législation et réglementation nationales :

Loi n°90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, **relative aux relations de travail :**

- **L'article 15** prévoit que **l'âge minimum requis pour un recrutement ne peut en aucun cas être inférieur à 16 ans**, sauf dans le cadre de contrats d'apprentissage et que **le travailleur mineur ne peut être recruté que sur présentation d'une autorisation établie par son tuteur légal. Il ne peut être employé à des travaux dangereux et insalubres nuisibles à sa santé ou préjudiciable à sa moralité.**

- **L'article 28** dispose que les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe, âgés de moins de 19 ans révolus ne peuvent occuper un travail de nuit.

Loi n° 88-07 du 26 janvier 1988 relative à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail :

- **L'article 11** prévoit que l'organisme employeurs doit s'assurer que les travaux confiés aux femmes, aux travailleurs mineurs et travailleurs handicapés n'exigent pas un effort excédant leur force.

Décret exécutif n°93-120 du 15 mai 1993 relatif à l'organisation de la médecine du travail :

- **L'article 16** dispose qu'outre les apprentis, les travailleurs âgés de moins de 18 ans sont soumis à une surveillance médicale particulière.
- **La loi des finances complémentaire de 2015 renforce les sanctions pour non respect de l'âge légal au travail.**
- **La loi des finances 2018 durcit les sanctions en matière de santé sécurité pour l'ensemble des travailleurs et pour les enfants,**
- **Ordonnance n°35-79 du 16 Avril 1976 relative à l'enseignement et à la formation :**
 - dispose que **l'enseignement est obligatoire et gratuit pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans révolus.**

Commission Nationale de Prévention et de Lutte Contre le Travail des Enfants.

- Mars 2003 : création de la «**Commission nationale de prévention et de lutte contre le travail des enfants**», suite aux recommandations du séminaire organisé en septembre 2002 sur le thème « le rôle de l'Administration du travail dans la lutte contre le travail des enfants ».
- La Commission est composée des départements ministériels suivants : Travail, Emploi et Sécurité Sociale, Formation et Enseignement Professionnels, Santé, Solidarité nationale, Famille et Condition Féminine, Education Nationale, Agriculture et Développement Rural, Intérieur et collectivités Locales, Jeunesse et Sports, Communication, Justice, Affaires Religieuses et l'UGTA.

Principaux axes du programme d'action de la commission :

En fin la commission de veille fait ressortir, à titre d'illustration les actions suivantes :

- Information et sensibilisation du large public sur les méfaits du travail des enfants.

- Examen des mesures d'adaptation de la législation en vigueur.
- Implication des partenaires sociaux et du mouvement associatif à la participation active aux actions dans ce cadre.

1/Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales:

- Sensibilisation sur le phénomène du travail des enfants, en collaboration

Avec les associations civiles notamment en milieu rural,

- Confirmation de la volonté du secteur à contribuer et à fournir une assistance à travers des réunions et un plan d'action consultatif,
- Contribution des collectivités locales par l'aide des familles démunies.

2/ Ministère de la communication:

-médiatisation à travers des émissions consacrées exclusivement et occasionnellement à la lutte contre le travail des enfants.

Ces actions ont notamment consisté à la diffusion du thème de l'enfance et la famille par le biais des chaînes des radios locales à travers les 48 wilayas.

- programmation de reportages sur le travail des enfants, des émissions spéciales traitant de l'exploitation des enfants dans le monde du travail et les moyens de prévention contre ce phénomène, des conseils juridiques portant sur la situation de l'enfance en Algérie, des entretiens sur la protection des enfants, , des tables rondes sur les familles nécessiteuses , la déperdition scolaire, en collaboration avec d'autres intervenants (CNAS-Patronat-Juristes-Journalistes-Psychologues-Sociologues-Médecins-Imams—Mouvements associatifs .

3/ Ministère de la justice :

- promulgation de la loi sur la protection des enfants n° 15-12, en date du 15 Juillet 2015 et la loi sur la création du Fonds de pension alimentaire n° 15-01, En date du 04 janvier 2015.

-Continuer à mettre en œuvre le programme portant l'activation du rôle du pouvoir judiciaire pour l'application des dispositions pénales de la Loi sur la protection des enfants, dans la lutte contre le travail des enfants, la mendicité et l'exploitation des enfants sur le plan économique, et la contribution pour réadapter les enfants en difficulté.

4/ Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnelle:

- Organisation des journées d'information et de sensibilisation sur le phénomène Travail des enfants, avec la participation d'experts des secteurs de l'éducation et enseignement professionnelle ;
- Organisation des séminaires et des conférences par des professeurs spécialisées sur les droits de l'enfant ;
- Préparation et distribution des supports médiatiques pour les stagiaires et les apprentis concernant le travail des enfants ;
- Organisation des expositions de photographie par les centres de formation professionnelles sur le phénomène travail des enfants ;
- Exposition des cours, films documentaires sur le droit des enfants ;
- organisation des activités culturelles destinées aux stagiaires (des pièces théâtrales, concours culturels au niveau des écoles).

Ces actions sont engagées avec la participation des secteurs de la solidarité nationale, de la santé, de l'éducation, des associations en matière de protection des droits de l'enfant, les inspections régionales du travail, services de la sûreté nationale, maisons de jeunes et centres de culture, représentants des affaires religieuses, les collectivités locales et partenaires économiques.

5/Ministère de la l'Agriculture et du Développement Rural :

- absence de l'emploi des enfants dans le secteur de l'agriculture, à l'exception de certains cas rares où les enfants sont employés pour aider leurs familles pendant la période des vacances scolaires notamment.
- réticence des jeunes à travailler dans l'agriculture Sachant que ce secteur connaît un manque énorme de main-d'œuvre.

6/Ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs:

- Sensibilisation, formation et la communication adressée aux familles à travers Les tribunes des Mosquées (Il Ya dix-sept mille mosquées et vingt millions de fidèles qui rejoignent les mosquées) et à travers les médias.
- Ouverture des camps de vacances sur le littoral au profit des jeunes réfugiés Sahraoui;
- Encadrement des enfants pendant les périodes estivales par des écoles d'été coraniques ;
- Sensibilisation des femmes par le travail d'El Morchida ;
- Lazakete et le prêt el Hassen en faveur des familles démunies pour les préserver du travail de leurs enfants.

7/participation du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale à des émissions radios et télévision traitant de la prévention contre le travail des enfants.

Données nationales (Contrôle).

- En matière de contrôle, les différents bilans établis à titre indicatif, durant les dix dernières années, montrent que le travail des enfants occupe un taux quasi-nul, et que des actions sont engagées depuis 2002 (voir tableau ci-dessous) de manière systématique par les services de l'Inspection du Travail au titre du respect de l'âge minimum pour le recrutement, par tout employeur.

Tableau portant résultats des enquêtes menées par l'Inspection du travail

Année	Organismes contrôlés	Effectifs		Taux
		Global	Moins de 16 ans	
2002	5.847	16.895	95	0,56%
2006	3.853	28.840	156	0,54%
2008	4.820	38.650	68	0,17%
2009	1.314	10.935	34	0,31%
2010	5.319	11.660	29	0,24%
2011	2.509	65.076	05	0,04%
2012	12.227	93.794	14	0,01%
2013	12.984	84.738	17	0,02%
2014	14.201	79.063	32	0,04%
2015	15.093	98.327	97	0,09%
2016	11.575	100.807	12	0,01%
2017	11.419	87.608	09	0,01%
2018	9.748	81.068	04	0,005 %

Remarque :

Le bilan de contrôle relatif à l'aspect du travail des enfants révèle que le taux de ce phénomène étant quasi-nul, du au fait que le phénomène du travail des enfants se situe en dehors des relations de travail. Il s'agit surtout d'enfants qui travaillent pour leur propre compte, ou dans le milieu familial, ce qui implique la coordination avec d'autres secteurs, tel la Solidarité Nationale, l'Education Nationale, la Famille. De ce fait, il ne constitue qu'un segment de la problématique du travail des enfants.

En outre, les pires formes de travail des enfants se situent dans les guerres et les conflits armés impliquant des enfants, objets d'exploitation sexuelle et économique des enfants, par les réseaux de trafics qui ne sont nullement observés dans notre pays.